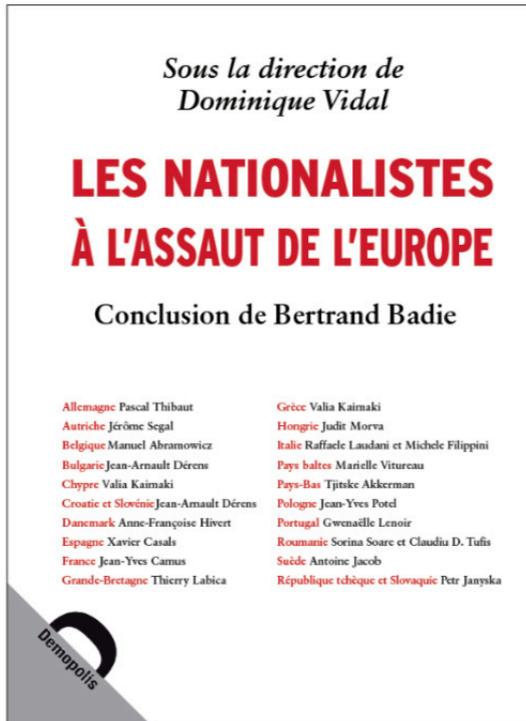


Nous publions ici un chapitre du livre dirigé par Dominique Vidal : *Les Nationalistes à l'assaut de l'Europe*, Paris, Demopolis, 2019.



Quand l'AfD bouscule l'Allemagne

Pascal Thibaut

Allemagne

Quand l'AfD bouscule l'Allemagne

Pascal Thibaut *

Le 24 septembre 2017 à 18 heures marque un tournant historique outre-Rhin. Pour la première fois depuis la création de la République fédérale allemande (RFA) en 1949, un parti d'extrême droite fait son entrée en force au Parlement. Avec 12,6 % des suffrages et près de 5,9 millions de voix, l'Alternative pour l'Allemagne (Alternative für Deutschland, AfD) obtient 94 mandats et devient la troisième force politique du pays.

Les conservateurs avec l'Union démocrate-chrétienne (CDU), emmenée par la chancelière Merkel et ses alliés bavarois de l'Union sociale-chrétienne (CSU), obtiennent 32,9 % des voix, loin devant le Parti social-démocrate (SPD) : 20,5 %. La formation d'une nouvelle grande coalition entre ces forces a transformé l'AfD en premier parti de l'opposition.

Il s'agit là d'une « normalisation » de l'Allemagne par rapport à de nombreux États européens, où des forces nationalistes sont, depuis des années, entrées dans les parlements, voire ont décroché une participation aux gouvernements. Une exception prenait ainsi fin qui paraissait protéger ce pays, après l'expérience du nazisme, contre une implantation durable de l'extrême droite, indépendamment de succès soit éphémères, soit réduits à des percées régionales.

Existe-t-il un vaccin contre le néonazisme ? On aurait pu le croire, tant le travail de mémoire en Allemagne a été profond et semblait, jusqu'ici, efficace. Après les procès des

années 1950, où seuls des responsables de second rang furent jugés, le procès de Francfort, dit second procès d'Auschwitz, donna le signal de nouvelles procédures au cours des décennies suivantes.

À la dénazification superficielle conduite par les Alliés succéda ainsi une dénazification allemande plus profonde, avec pour moteur les interrogations de la nouvelle génération sur le rôle de ses parents dans le génocide. La diffusion, en 1978, de la série américaine *Holocauste* renforça cette crise de conscience : un tiers des Allemands en suivit les épisodes, provoquant de vives discussions dans nombre de familles.

Une nouvelle étape s'ouvrit en 1989 avec la chute du mur de Berlin : celle-ci permit l'accès des jeunes historiens à des archives considérables qui renouvelèrent la connaissance historique du IIIe Reich et de ses crimes. Mais le choc le plus violent vint de l'exposition sur les crimes de la Wehrmacht organisée par plusieurs de ces nouveaux chercheurs à partir de 1995, d'abord à Berlin, puis dans nombre d'autres grandes villes d'Allemagne.

La forte percée de l'AfD à l'automne 2017 et la constitution par le parti d'un groupe parlementaire de près d'une centaine de députés est donc inédite depuis 1949 par sa dimension. Certes, des députés d'extrême droite siégèrent au Bundestag durant les trois premières législatures, avec deux partis attirant d'anciens nazis. Ces deux forces obtenaient toutefois ensemble moins de 5 % des voix. Rappelons que cette barre, en dessous de laquelle un parti n'est pas représenté au Bundestag, ne fut introduite qu'en 1953. Après quoi la renonciation de CDU à ses candidats dans quelques circonscriptions permettra à un petit parti, le Deutsche Partei, d'obtenir une quinzaine de députés.

L'héritage du nazisme et la volonté d'empêcher, comme à la fin de la République de Weimar, qu'un parti remettant en question les fondements même du système politique puisse arriver au pouvoir, explique la présence dans la Constitution de la RFA d'une disposition permettant l'interdiction de tels mouvements. Cet article sera utilisé à deux reprises. Il frappera en 1952 le Parti socialiste du Reich (SRP), aux références clairement nationales-socialistes. Si le gouvernement prit l'initiative, c'est la Cour constitutionnelle, comme le prévoit la loi fondamentale, qui trancha. Cette disposition sera utilisée une seconde fois en 1956 et frappera le Parti communiste d'Allemagne (KPD) — qui sera remplacé par le DKP.

Après ces premières années de la RFA, le miracle économique réduit les mouvements d'extrême droite survivants à l'insignifiance. Ultérieurement, des succès momentanés, au niveau national ou régional, viennent marquer l'histoire de ces groupuscules. La première grande coalition entre SPD et CDU, de 1966 à 1969, coïncide avec une crise économique : elle va favoriser — comme c'est souvent le cas lorsque les forces de droite, du centre et de gauche gouvernent ensemble — la montée de l'extrême droite. Le Parti national-démocrate d'Allemagne (NPD), néonazi, fait son entrée dans des parlements régionaux et obtient 4,3 % aux législatives de 1969, ce qui ne lui permet pas de franchir la barre des 5 %.

Avant la chute du mur de Berlin en 1989, deux autres mouvements d'extrême droite obtiennent quelques succès : l'Union populaire allemande (Deutsche Volksunion, DVU), qui passera, un temps, des accords électoraux avec le NPD ; et, dans les années 1980, les Républicains (Republikaner, REP), qui font une percée à Berlin-Ouest et décrochent 6 sièges au Parlement européen en 1989 en obtenant 7 % des voix.

La chute du mur et la réunification allemande modifient le paysage politique dans son ensemble, mais aussi celui du nationalisme d'extrême droite. La République démocratique

allemande (RDA) s'était proclamée après la guerre « État antifasciste » et, contrairement à la RFA, ne se percevait pas comme héritière du IIIe Reich. Certes, la dénazification y a été plus forte après la guerre, comme en témoigne le nombre des procès et condamnations de responsables nazis. Mais l'Allemagne de l'Est n'a pas effectué ensuite le même travail de mémoire qu'à l'Ouest à partir des années 1960. Le nationalisme du régime est-allemand a pu aussi servir de terreau à des délits de « propagande contre l'État » commis par des éléments d'extrême droite. Les skinheads et autres hooligans des clubs de football s'y manifestent de plus en plus massivement. Une culture jeune antisystème recourt à des codes situés aux antipodes politiques du régime en place.

Cette absence de confrontation de la société est-allemande avec le passé a laissé des traces jusqu'à aujourd'hui, alors qu'on fêtera cet automne le trentième anniversaire de la chute du mur. Une étude conduite en mai-juin 2018 sur l'autoritarisme souligne les différences entre les deux parties de l'Allemagne: 13 % des Allemands de l'Est, contre 6,5 % de leurs concitoyens à l'Ouest, considèrent une dictature comme une option envisageable si l'intérêt national le justifie. On constate un écart du même type sur d'autres questions comme la xénophobie ou, plus généralement, l'attachement aux valeurs démocratiques.

Le chancelier de la réunification, Helmut Kohl, avait évoqué les « paysages florissants » de l'ex-RDA, promettant un rapide rattrapage économique qui se révélera, en réalité, beaucoup plus laborieux. Pour l'extrême droite, la réunification est une bonne affaire. Une terre de mission s'offre à elle. Idéologiquement, cela se traduit notamment par des accents plus antisystèmes, plus anticapitalistes et de dénonciation des élites. Ainsi la DVU remporte des succès régionaux à l'Est avant de décliner et de fusionner avec le NPD en 2010. Ce dernier fera son entrée dans différents parlements des nouveaux Länder avant d'en disparaître plus tard, marginalisé par la montée de l'AfD.

Le terreau sociologique et idéologique dont l'extrême droite peut profiter à l'Est n'est pas uniquement le fruit d'un travail de mémoire insuffisant. Les meilleurs résultats de ces mouvements dans l'ex-RDA s'expliquent aussi par l'aveuglement de certains nouveaux responsables régionaux. Ainsi en Saxe : dans ce Land géré par la CDU depuis la réunification, l'identité régionale a d'abord été mise en avant au détriment d'une saine introspection ou d'une politique favorisant l'ancrage des valeurs démocratiques. Les responsables ont laissé des groupuscules néonazis agir. Le ministre-président Kurt Biedenkopf estimait, par exemple, que les Saxons étaient « immunisés » contre l'extrémisme de droite. La société civile et les corps intermédiaires se sont affaiblis.

C'est aussi à l'Est que naît et se développe une cellule terroriste néonazie, la Clandestinité nationale-socialiste (NSU), qui, comme d'autres groupuscules, bénéficie à tout le moins de nombreuses négligences des autorités. Les statistiques de la criminalité xénophobe illustrent aussi une différence sensible entre les deux parties de l'Allemagne — depuis 2015 notamment, mais aussi auparavant: à vrai dire, dans l'ex-RDA, les violences contre les immigrés n'ont jamais cessé depuis les terribles incendies de foyers à Rostock en 1992...

Les agissements de ces groupuscules comme les meilleurs résultats de partis d'extrême droite dans les nouveaux Länder résultent aussi de la façon dont la réunification allemande s'est déroulée. Le sentiment se répand parmi les *Ossis*, les Allemands de l'Est, d'avoir été humiliés, traités comme des citoyens de seconde zone, « colonisés » par des envoyés de l'Ouest dans l'administration, les entreprises ou ailleurs, bref d'avoir été dépossédés de leur passé, de leur identité dévaluée: tous ces facteurs expliquent aussi partiellement le rejet des valeurs démocratiques occidentales par une minorité non négligeable d'Allemands

de l'Est. Le livre d'une ministre saxonne social-démocrate sur ce sentiment enraciné parmi ses concitoyens de l'Est et intitulé: *Commencez d'abord par nous intégrer!* (à savoir les citoyens de l'ex-RDA) traduit bien la crise d'identité que traversent certains, au point qu'ils sont attirés par des solutions autoritaires.

La création de l'AfD début 2013 est intimement liée à la crise de la zone euro et aux plans de sauvetage mis en place au sein de l'Union européenne (UE). Le nom du nouveau parti constitue une réaction à une formule d'Angela Merkel, en mars 2010, lorsqu'un premier paquet de mesures est adopté pour — officiellement — venir en aide à la Grèce en difficulté. La chancelière justifie ce choix en le qualifiant de « sans alternative ». Telle n'est pas l'opinion de certains économistes, qui rejettent toute forme de communautarisation des risques entre États européens.

Ces idées se répandent à grande vitesse. La politique économique d'Angela Merkel, jugée trop à gauche, frustre l'aile libérale de la CDU. Durant la législature de 2009 à 2013, le parti chrétien-démocrate gouverne avec les libéraux. Au sein du Parti libéral-démocrate (FDP), une minorité se fait entendre, qui proteste également contre les plans de sauvetage de la zone euro. Le quotidien populaire *Bild Zeitung*, le plus lu d'Allemagne, mène une campagne qu'on pourrait intituler « L'Allemagne ne paiera pas ». Mais d'autres médias relaient aussi, sous une forme plus feutrée, ses accents arrogants et brutalement condescendants contre les « cigales » grecques.

Sur la liste des best-sellers figurent, au début de l'actuelle décennie, les livres de Thilo Sarrazin. Membre de longue date du SPD, cet ancien haut fonctionnaire, qui fut adjoint aux Finances à Berlin, adopte dans ses ouvrages des thèses qui n'ont plus grand-chose à voir avec celle de son parti: *L'Allemagne disparaît* sort en 2010 et dénonce les dangers de l'immigration et de l'islam. Avec au total 1,5 million d'exemplaires vendus, l'ouvrage reste durant vingt-et-une semaines en tête des listes des livres les mieux vendus selon le magazine *Der Spiegel*. En 2012, le productif Thilo Sarrazin sort un nouveau brûlot : « L'Europe n'a pas besoin de l'euro. »

L'AfD va s'enraciner dans ce terreau idéologique. Bernd Lucke, professeur de l'université de Hambourg, membre de longue date de la CDU et défenseur de thèses libérales, sera, avec d'autres, l'initiateur du nouveau mouvement. Cet universitaire s'aperçoit que des appels à une mobilisation de ses collègues contre les plans de sauvetage de la zone euro ne produisent pas d'effets. Il décide alors de créer un parti politique en bonne et due forme. Le rejet de toute responsabilité allemande dans les dettes d'autres États européens et la sortie de la zone euro figurent au cœur du programme de l'AfD, lancée lors d'un congrès à Berlin en avril 2013, quelques mois avant les législatives de l'automne. À cette époque, le parti défend des thèses économiques clairement libérales, doublant la CDU et le FDP au pouvoir sur la droite. Sur le thème des valeurs, le parti rappelle les chrétiens-démocrates d'antan, défenseurs de thèses conservatrices. Cette aile existe toujours au sein de la CDU, mais elle a dû avaler beaucoup de couleuvres en raison de la modernisation du parti sur les questions sociétales promue par Angela Merkel depuis l'an 2000.

Au soir des législatives en septembre 2013 et six mois après son lancement, l'AfD recueille deux millions de voix et 4,7 % des suffrages. Elle frôle, mais ne franchit pas la barre des 5 %. Depuis, en revanche, le parti a réussi à chaque élection à s'imposer et à obtenir une représentation parlementaire. Ce fut le cas en juin 2014, lors des élections européennes, puis, jusqu'à l'automne 2018, dans chacun des seize Länder allemands, sans oublier, bien sûr, le succès le plus marquant du mouvement : son entrée en force au Bundestag en septembre 2017. Jamais un nouveau parti n'avait remporté en Allemagne aussi rapidement

autant de succès électoraux à tous les niveaux. Les Verts, le dernier mouvement d'importance, créé au début des années 1980, a mis plus de temps avant de disposer d'un tel socle électoral. L'AfD a mué sensiblement depuis sa création en 2013 : il ressemble à un caméléon capable de s'adapter vite aux thèmes du moment tout en parvenant à imposer ses thèses dans le débat politique et les médias.

Le parti initial, où des professeurs d'université, des journalistes et autres responsables conservateurs et nationaux-libéraux bon chic bon genre donnaient le la, n'est plus. Les forces les plus radicales ont pris le pouvoir en son sein, au détriment des premiers responsables. Le développement des Patriotes européens contre l'islamisation de l'Occident (Pegida), à Dresde (ex-RDA), constitue un révélateur et un accélérateur de cette évolution à partir de l'automne 2014. À l'époque déjà, l'arrivée de centaines de milliers de migrants suscite un rejet de l'islam et de l'immigration. Tous les lundis, des Allemands descendent dans les rues de la capitale de la Saxe, pour des manifestations qui réunissent jusqu'à 25000 personnes.

Pegida rassemble pour une bonne part des représentants des classes moyennes qui ne sont pas des exclus matériels du système. Les motivations identitaires expliquent plus largement le mouvement, particulièrement dans une ex-RDA où une société multiculturelle ne s'est jamais développée, où les valeurs démocratiques sont moins ancrées qu'à l'Ouest et où le rejet du « système », des élites et particulièrement des médias reste plus populaire. Si l'AfD, par souci de respectabilité, refuse de se solidariser avec Pegida (ou avec ses petits frères qui, dans d'autres villes, ne perceront jamais), elle n'en représente pas moins le parti qui séduit le plus ces manifestants : selon les sondages, en 2016, 56 % d'entre eux la soutiennent.

Entre-temps, le parti change de direction et de visage. L'aile la plus radicale prend le pouvoir au printemps 2015. Copieusement hué, le fondateur Bernd Lucke rend son tablier lors d'un congrès des plus turbulents. Sa tentative d'écarter du parti l'aile la plus extrémiste échoue. Le virage toujours plus à droite de l'AfD s'accroît. Suspectés d'être des traîtres à la cause, les plus « modérés » doivent, pour sauver leur tête, supporter bon gré mal gré l'affirmation d'une aile nationale identitaire, voire s'allier avec elle. Après le congrès de Essen, en juillet 2015, où il est défait, Bernd Lucke démissionne et fonde le groupuscule Alliance pour le progrès et un nouveau départ (Alfa).

Frauke Petry, une des figures de proue de l'AfD depuis sa création, incarne désormais le parti, qu'elle dirige avec un professeur d'économie du Bade-Wurtemberg, Jörg Meuthen. Alors que le mouvement bat de l'aile dans les sondages en 2015, l'arrivée massive de nombreux migrants, lorsque la chancelière Merkel décide de ne pas fermer les frontières, redonne une seconde vie au parti qui vient de changer sa direction. Centré à l'origine sur le combat contre les plans d'aide au sein de la zone euro et le démantèlement de la monnaie unique, il met désormais en avant le rejet de l'immigration et de l'islam, une stratégie qui correspond au virage sur l'aile droite du parti.

Ce dernier exploite les peurs exprimées par une partie des Allemands, instrumentalisant à son profit les agressions sexuelles de la Saint-Sylvestre 2015 à Cologne et ailleurs, commises par des migrants et qui égratignent la culture de bienvenue de l'automne précédent. Chaque agression, chaque viol perpétré par des étrangers sont exploités par l'AfD, qui organise des manifestations dans les communes concernées. Elle mobilise aussi grâce aux réseaux sociaux, qu'elle utilise avec succès et qui lui permettent de créer une « contre opinion publique » face aux médias établis, que le parti accuse de le maltraiter. En 2016, cinq élections régionales contribuent à l'enracinement du mouvement dans les

~~Länder, avec des scores compris entre 12,6 % et 24,3 %, ses meilleures performances étant réalisées à l'est du pays, avec plus de 20 %.~~

Certes, l'AfD séduit les salariés les plus modestes et les chômeurs, mais pas seulement. Les classes moyennes occupent également une place importante dans son électorat : il s'agit de personnes qui se perçoivent comme les perdants de la modernisation ou redoutent un déclassement à venir. Une étude de septembre 2018 montre que le revenu net mensuel moyen d'un foyer votant AfD se situe dans la moyenne allemande de 3 000 euros. Mais, contrairement à une majorité d'Allemands optimistes pour l'avenir, 71 % des électeurs du parti s'attendent à une détérioration de la situation de leur pays. De surcroît, un sympathisant sur deux se déclare insatisfait du système démocratique (contre 20 % en moyenne). Et un tiers de ses électeurs estime que l'Allemagne a besoin d'une « personnalité forte » à sa tête — un quart juge que le national-socialisme avait des aspects positifs (contre 4 % pour l'ensemble des Allemands).

Cette nouvelle radicalité de l'AfD s'illustre également dans des déclarations tonitruantes du parti, qui relèvent d'une stratégie planifiée de provocation contre le « politiquement correct ». Et, lorsque la classe politique et les médias protestent, les auteurs de ces propos — procédé éculé de la droite populiste — expliquent qu'ils ont été mal compris ou sont victimes d'une presse écrite et audiovisuelle hostile à leur mouvement. En outre, d'autres responsables du parti, qui se veulent plus « corrects », prennent publiquement leurs distances avec leurs collègues sans pour autant en tirer les conséquences, sachant pertinemment que cette aile radicale permet de ratisser un électorat plus large.

La liste de ces déclarations provocantes est longue. Vice-présidente de l'AfD, Beatrix von Storch affirme, début 2016, que le recours aux armes contre les migrants se présentant aux frontières est justifié, y compris contre les femmes et les enfants. Un an plus tard, le héraut de l'aile identitaire du parti, Björn Höcke, provoque une levée de boucliers en déclarant: « Nous, les Allemands, sommes le seul peuple au monde à avoir implanté un mémorial de la honte au sein de sa capitale » — il fait référence au Mémorial des victimes juives de l'Holocauste à Berlin. En 2018, Alexander Gauland, un intellectuel de la droite nationale conservatrice, qui est à la fois coprésident du groupe parlementaire au Bundestag et coprésident du parti, provoque à nouveau avec une déclaration relativisant le rôle central joué dans la mémoire allemande d'après-guerre par le IIIe Reich. Selon lui, Hitler et le nazisme ne sont qu'une « fiente d'oiseau » dans l'histoire millénaire de l'Allemagne. Autre illustration d'un discours en faveur d'une nouvelle identité allemande, Gauland affirme que les Allemands ont « le droit d'être fiers des performances des soldats allemands durant la seconde guerre mondiale ».

Cette radicalisation dans la stratégie et les propos de l'AfD va de pair avec une nouvelle rupture interne, marquée par l'éviction, au printemps 2017, de son égérie Frauke Petry. Elle avait voulu imposer une stratégie de la « respectabilité » permettant au parti, en prenant ses distances avec les éléments les plus radicaux, de devenir une force susceptible de gouverner aux côtés des conservateurs. Petry, qui avait autrefois pactisé avec ceux qu'elle voulait désormais exclure, est victime d'une coalition alliant ces forces aux éléments nationaux conservateurs. Elle perd la partie. Quelques jours après son élection au Bundestag en septembre 2017, elle quitte même le mouvement et le groupe parlementaire AfD avec un autre collègue fraîchement élu député. Un troisième élu en fera autant fin 2018. Le groupe parlementaire du parti d'extrême droite est ainsi passé de 94 à 91 élus.

Le départ d'Angela Merkel de la direction de la CDU en décembre 2018 et l'annonce par la chancelière qu'elle quitterait le pouvoir au plus tard en 2021 viennent surtout de faire

perdre à l'AfD un de ses principaux arguments de campagne. Car c'est le rejet de la cheffe du gouvernement, voire la haine contre elle, qui a permis au parti de fédérer de nombreux électeurs — et d'abord contre sa politique migratoire. Pourtant, les enquêtes sur les préoccupations des Allemands montrent que cette question ne figure pas en tête de leurs priorités, même si elle suscite toujours des inquiétudes.

Certes l'AfD, comme on le voit lors des débats au Bundestag, ramène toujours ou presque les discussions sur cette question en provoquant avec talent les autres partis. On a vu, à l'automne 2018, comment le mouvement a su instrumentaliser le pacte sur les migrations des Nations unies, en imposant un débat public autour de ce sujet et en suscitant de nombreux commentaires xénophobes dans les médias sociaux. Placée sur la défensive, la classe politique a dû faire des concessions. Un débat, suivi d'un vote, a eu lieu au Bundestag et, quelques jours après, au congrès de la CDU — deux rendez-vous imposés indirectement par l'agit-prop de l'AfD. Et pourtant la politique migratoire de l'Allemagne s'est considérablement durcie depuis 2015, si bien que le nombre de nouveaux migrants a sensiblement baissé. Quant à la sécurité intérieure, les statistiques de la criminalité montrent que cette dernière recule de manière continue depuis des années. Mais, à l'ère du « postfactuel », ces chiffres parviennent difficilement à remettre en cause l'attractivité du parti d'extrême droite.

L'automne et l'hiver derniers ont néanmoins apporté leur lot d'informations négatives pour l'AfD: le départ annoncé d'Angela Merkel, une légère décreue électorale lors de deux élections régionales à l'automne, des affaires de financement occultes du parti ou encore les mesures disciplinaires contre des cadres ou organisations trop extrémistes, par crainte d'une surveillance par les services de protection de la Constitution. Mais la tenue, à l'automne 2019, de trois élections régionales dans l'ex- RDA pourrait faire oublier ce trou d'air. Les informations selon lesquelles le mouvement compte massivement investir pour ces trois campagnes régionales ne doivent pas surprendre. En effet, dans les régions concernées (le Brandebourg, la Thuringe et la Saxe), l'AfD fait la course en tête avec la CDU, avec, selon les sondages, autour de 25 %.

La transformation de ces pronostics en succès électoraux pourrait profiter au mouvement et compenser, en tout cas médiatiquement, un certain tassement à l'Ouest. Ces performances contraignent pratiquement tous les autres partis à s'unir pour trouver une majorité. Tel ou tel responsable — minoritaire — au sein de la CDU a même été jusqu'à franchir un tabou impensable il y a encore quelques années: envisager une alliance entre les chrétiens-démocrates et le parti de gauche Die Linke, traditionnellement fort dans l'ex-RDA, afin d'y constituer une majorité de gouvernement stable contre l'AfD. Mais de telles alliances contre cette dernière ne manqueront pas d'être exploitées par leur « victime » qui se présentera comme le seul parti anti-*establishment*, puisque l'ensemble de ce dernier s'affiche prêt à tout pour s'unir contre lui.

Si la dérive continue de l'AfD n'a jusqu'à présent pas vraiment nui au parti, elle pourrait néanmoins atteindre ses limites. La stratégie qui l'a emporté au printemps 2017 sur un profil plus « respectable » du mouvement — destiné à lui permettre à terme d'accéder au pouvoir dans le cadre d'une coalition — signifie donc qu'il ne peut décidément qu'être une force d'opposition. Jusque-là, le parti est parvenu à fédérer un potentiel estimé depuis longtemps par les sociologues à environ 20 % des Allemands, séduits par des idées populistes de droite (xénophobie, souhait d'un État autoritaire et opposition aux valeurs démocratiques, rejet de l'islam etc.). L'AfD a aussi su profiter de crises (zone euro, migrants) auxquels l'Allemagne a dû faire face et qui ont suscité bien des inquiétudes.

Mais c'est le profil initial du parti qui lui a permis de séduire un électorat qui, dans le passé, n'aurait jamais voté pour des groupuscules néonazis, constituant un repoussoir pour l'immense majorité des Allemands. Le succès des dernières années a été alimenté par la présence au pouvoir d'une chancelière chrétienne-démocrate qui a déplacé le curseur idéologique de son parti vers la gauche et qui a dirigé trois grandes coalitions (si Angela Merkel reste au pouvoir à la tête du même gouvernement jusqu'à la fin de la législature actuelle en 2021). Or cette constellation renforce traditionnellement l'opposition. Bref, le développement de l'AfD a constitué un défi pour les autres partis comme pour les institutions et les médias. Outre le parti d'extrême droite, les écologistes ont été depuis de nombreux mois les bénéficiaires de la grande coalition: ils réalisent des scores bien supérieurs à ceux qu'ils avaient obtenus lors des législatives de septembre 2017. La présence de l'extrême droite dans le paysage politique, et désormais au Bundestag, ne contraint pas les Verts à des contorsions idéologiques, contrairement à d'autres partis. Leurs positions et celles de leur électorat se situent aux antipodes de celles de Beatrix von Storch et Alexander Gauland. Si ce parti bénéficie désormais du soutien d'anciens électeurs de tous les autres partis (y compris d'abstentionnistes), ce n'est vrai que marginalement pour les écologistes. Il en va différemment des chrétiens-démocrates (et, dans une moindre mesure, des libéraux du FDP), dont des sympathisants traditionnels ont franchi le Rubicon pour voter désormais AfD.

Jusqu'à présent, la droite traditionnelle est restée ferme sur ses positions et a rejeté toute alliance avec le parti d'extrême droite, même si à l'Est, où la menace est plus forte, quelques chrétiens-démocrates ne veulent rien exclure pour l'avenir. Les prises de position très fermes de la CSU, notamment durant la campagne électorale en Bavière l'an dernier, ont montré cependant comment ce parti a été tenté par une surenchère sur l'AfD, notamment concernant la question des migrants. Dans la dernière ligne droite de la campagne en Bavière, les chrétiens-sociaux ont toutefois opté pour des déclarations moins radicales, mesurant, comme souvent, que l'original séduit plus les électeurs que sa copie...

Le parti de gauche Die Linke subit, quant à lui, une double pression. D'un côté, il attire depuis longtemps des électeurs issus des couches populaires, parfois en difficulté, que leur situation rend réceptifs aux thématiques autoritaires et pousse à rejeter le système économique et politique: d'où une concurrence redoutable de l'AfD. Mais celle-ci menace aussi Die Linke sur le plan régional, car elle obtient ses meilleurs scores, comme le parti de gauche, dans l'ex-RDA.

Pris ainsi en étau, Die Linke fait face à des frictions de plus en plus fortes en son sein. Si la direction du parti reste fidèle à sa tradition internationaliste et prône une politique d'ouverture des frontières, y compris pour les migrants, Sahra Wagenknecht, la très médiatique coprésidente du groupe parlementaire et épouse de l'ex-président du parti, Oskar Lafontaine, défend, elle, des positions plus nationales, voire nationalistes sur la question migratoire: elle se prononce notamment pour une réduction du nombre de migrants que l'Allemagne accueille. Répondant aux critiques qui lui sont adressées, la créatrice du mouvement Debout fait valoir que sa démarche constitue une tentative de réponse à la menace de l'extrême droite. Car, si cette dernière s'est développée en Allemagne, c'est aussi parce que les propositions des autres partis ne répondaient plus aux attentes de l'électorat.

Les hésitations, atermoiements et autres changements de cap des différents partis politiques rappellent ce qui s'est produit dans d'autres pays européens, où une droite nationaliste s'est implantée plus tôt. On le voit dans les débats politiques, devenus plus polémistes et agressifs, depuis que l'AfD est entrée au Bundestag, multipliant les

provocations, contraignant les autres partis à réagir, voire leur imposant les thèmes de l'extrême droite. Le parti cloue aussi au pilori l'audiovisuel public comme la presse dite *mainstream*, qu'il baptise « médias mensongers ». Des médias qui, il est vrai, ont, sinon ouvertement salué, en tout cas fait preuve d'une grande compréhension à l'égard de la politique migratoire d'Angela Merkel en 2015, négligeant longtemps les inquiétudes de leurs concitoyens. Comme certains responsables politiques, ils n'ont pas toujours su faire la différence entre d'un côté les responsables d'un parti xénophobe et autoritaire, l'AfD, et de l'autre ses électeurs, qui ne sont pas dans leur grande majorité des brutes néonazies rêvant d'un I^{ve} Reich. L'arrogance et la déconnexion des élites politico-médiatiques ont aussi contribué au développement de l'extrême droite, au même titre que la perte de crédibilité des partis établis et du système politique en général, dans un pays où les clivages et les injustices sociales sont plus importants qu'ils ne l'ont jamais été depuis la guerre. Car telle est bien la toile de fond des évolutions actuelles.

Pascal Thibaut est journaliste, correspondant permanent de RFI en Allemagne.